



MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST

**ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

SEMAINE 3 – MARS 2026

Burkina Faso : Intensification de la menace sécuritaire et durcissement du climat politique

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

Au Burkina Faso, la semaine est marquée par deux dynamiques préoccupantes : une aggravation de l'insécurité dans les zones frontalières, due aux actions des groupes armés, et un resserrement de l'espace politique, illustré par des atteintes aux libertés des acteurs de l'opposition. Ces évolutions concomitantes traduisent une fragilisation multidimensionnelle de l'État, tant sur les plans sécuritaire qu'institutionnel.

Une dégradation sécuritaire dans les zones frontalières

Un rapport publié le 12 mars 2026 par l'ONG Human Rights Watch met en lumière la gravité des exactions perpétrées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans dans le nord et l'est du Burkina Faso. Le document fait état d'un bilan lourd : au moins 38 civils ont été tués, 9 femmes ont été enlevées et de nombreuses habitations ont été incendiées. Il identifie par ailleurs la zone frontalière avec le Bénin, le Togo et le Niger comme le principal foyer de la détérioration de la situation sécuritaire. Cette recrudescence des violences s'inscrit dans une dynamique stratégique d'encerclement territorial mise en œuvre par le JNIM. Cette évolution témoigne de la capacité croissante du groupe à exploiter les zones frontalières faiblement contrôlées pour étendre son influence et perturber les dispositifs sécuritaires étatiques. Elle révèle également une volonté de créer des couloirs de mobilité transfrontaliers, ce qui renforce le risque de diffusion de l'insécurité vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest

Une crispation politique illustrée par une atteinte aux libertés politiques

Pendant ce temps, le 18 mars 2026, Idrissa Barry, secrétaire national du mouvement d'opposition Servir et non se servir (SENS), a été interpellé à Ouagadougou par des individus se présentant comme des gendarmes alors qu'il participait à une réunion à la mairie de Saaba. Depuis, on ignore où il est détenu. Cet événement est survenu quatre jours après la publication par le SENS d'un communiqué dans lequel l'organisation accusait les forces gouvernementales et les VDP d'être responsables d'« attaques meurtrières » contre des civils. Human Rights Watch a qualifié cette interpellation de disparition forcée, ce qui constitue une violation grave du droit international. Cette situation illustre un durcissement préoccupant de l'environnement politique, marqué par une restriction croissante de l'espace d'expression des acteurs de l'opposition qui a été largement étudiée par le Timbuktu Institute ces derniers mois. Elle pourrait également accentuer les tensions internes et fragiliser davantage la légitimité des autorités, dans un contexte déjà fortement dégradé sur le plan sécuritaire.

L'évolution récente du contexte burkinabè met en exergue une convergence critique entre crise sécuritaire et crispation politique. Cette double pression fragilise les capacités de réponse de l'État et accroît les risques d'une instabilité durable, tant au niveau national que régional.

Côte d'Ivoire : entre vigilance sécuritaire au nord et recomposition stratégique de l'opposition

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

L'actualité ivoirienne est marquée deux dynamiques structurantes : d'une part, le renforcement des dispositifs de prévention contre la menace terroriste dans le nord du pays, et d'autre part, une recomposition de l'opposition en vue des prochaines échéances électorales. Ces évolutions témoignent à la fois des enjeux sécuritaires régionaux et des reconfigurations politiques en cours.

Une vigilance accrue face à la menace terroriste dans le nord du pays

Le 12 mars 2026, Ouattara Zoumana, commandant de la zone opérationnelle Nord et de la 4ème région militaire, a lancé un appel à la vigilance et à la mobilisation des leaders religieux et des populations face à la menace terroriste depuis Korhogo. Le nord de la Côte d'Ivoire conserve en effet un caractère hautement stratégique en raison de sa proximité avec les zones sahéliennes en proie à l'insécurité. Les incidents sécuritaires récurrents observés dans les régions du Bounkani et du Tchologo confirment que le risque d'infiltration est bien réel. Cette dynamique met en évidence une approche préventive fondée sur l'anticipation et l'implication des acteurs communautaires dans la gestion de la menace. Toutefois, la persistance d'incidents frontaliers souligne les limites des dispositifs actuels et la nécessité de renforcer la coordination transfrontalière ainsi que les capacités opérationnelles locales. Pour rappel, depuis février 2026, les autorités américaines ont formellement identifié les régions frontalières nord de la Côte d'Ivoire avec le Mali et le Burkina Faso comme des zones à risque sécuritaire élevé lié au terrorisme. Les conseils aux voyageurs français classent ces zones comme « formellement déconseillées » en raison du risque terroriste et d'enlèvement.

Une recomposition stratégique du PDCI dans un contexte de tensions internes

Au plan politique, le 16 mars 2026, malgré des tensions internes persistantes, Tidjane Thiam a engagé une reconfiguration stratégique du Secrétariat exécutif du Parti démocratique de Côte d'Ivoire. Cette réorganisation s'est notamment traduite par la nomination d'une responsable des Affaires juridiques, Me Béatrice Nemin, ainsi que par le renforcement des fonctions liées à la stratégie et à la formation politique. Cette réorganisation témoigne d'une volonté affirmée de moderniser le parti et d'anticiper les échéances électorales locales et législatives, malgré l'absence physique du président et les interrogations persistantes quant à sa légitimité. Le PDCI se projette ainsi dès à présent vers les scrutins de 2030, dans une logique de structuration anticipée. Cette réorganisation vise à renforcer la préparation et la sécurisation des échéances électorales, à améliorer le suivi juridique des militants, à anticiper les défis politiques nationaux et à aligner la formation politique sur les priorités stratégiques du parti. Cette dynamique traduit une tentative de consolidation organisationnelle dans un contexte de fragilité politique interne, où la maîtrise des leviers juridiques et stratégiques est déterminante. Elle pourrait également permettre au PDCI de se repositionner comme une force politique crédible et compétitive, à condition de résoudre les tensions liées au leadership qui pourraient entraver sa cohésion et son efficacité électorale.

Togo : tensions politiques croissantes et contestation des dynamiques institutionnelles

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

En mars 2026, l'actualité politique au Togo est marquée par une montée des tensions entre le pouvoir et l'opposition, sur fond de controverses autour de l'état d'urgence et des réformes institutionnelles. Entre restrictions des activités politiques et soupçons de recomposition du pouvoir, le climat politique est de plus en plus polarisé.

Restrictions des activités politiques et controverse autour de l'état d'urgence dans la région des savanes

La députée Brigitte Kafui Adjmagbo-Johnson, figure de l'opposition au Togo, a été empêchée par les forces de police et de gendarmerie de poursuivre une tournée parlementaire dans la région des Savanes, peu après le vote contre la prorogation de l'état d'urgence. Cet incident survient dans un contexte de fortes tensions politiques et ravive les critiques de l'opposition, qui accuse les autorités d'instrumentaliser l'état d'urgence pour restreindre la liberté de circulation des populations ainsi que l'exercice des fonctions des élus. La mission devait initialement se poursuivre dans la région de la Kara, considérée comme un bastion politique de Faure Gnassingbé, mais elle n'a pas pu se dérouler comme prévu. Cet épisode montre une politisation croissante des dispositifs sécuritaires, qui peuvent être perçus comme des outils de contrôle politique au-delà de leur finalité initiale. Il souligne également le risque d'érosion des équilibres institutionnels, dans un contexte où les tensions entre le pouvoir exécutif et l'opposition s'aggravent.

Contestation des réformes institutionnelles et défiance du pouvoir

Le 12 mars 2026, une coalition composée du Front « Touche pas à ma constitution », de la Dynamique pour la majorité du peuple, de la Dynamique Monseigneur Kpodzro et de Lumière pour le développement dans la paix a tenu une conférence de presse conjointe. Ces organisations d'opposition y ont dénoncé ce qu'elles présentent comme une stratégie du pouvoir visant à consolider son emprise politique : ouverture d'un dialogue avec l'opposition dans le cadre du Cadre permanent de concertation, adoption de nouvelles réformes constitutionnelles, dissolution de l'Assemblée nationale, organisation d'élections législatives anticipées, puis repositionnement de Faure Gnassingbé en tant que président du Conseil, doté d'une légitimité électorale renouvelée. Cette lecture met en évidence la méfiance structurelle de l'opposition à l'égard des processus de réforme institutionnelle, qu'elle perçoit comme favorisant le maintien du pouvoir en place. Elle traduit également un climat politique marqué par une faible confiance entre les acteurs, susceptible de compromettre la crédibilité des mécanismes de dialogue et d'alimenter des tensions préélectorales.

La situation politique togolaise révèle une crispation croissante autour des enjeux de gouvernance et de réformes institutionnelles. Dans ce contexte, l'enjeu central est de restaurer la confiance entre les acteurs politiques afin de prévenir une dégradation durable du climat sociopolitique.

Tchad : Un drone du Soudan met le pays en alerte

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

Depuis le début de la guerre civile au Soudan voisin en 2023, le Tchad est aux aguets. A l'Est du pays, la crise sécuritaire et humanitaire demeure une équation pour les autorités tchadiennes. A cet égard, l'état d'alerte vient sans doute de passer à l'étape supérieure. Le 18 mars, un drone en provenance du Soudan a fait 19 morts lorsqu'il a frappé la ville frontalière de Tiné, dans l'est du Tchad. Selon une source militaire, il s'agit d'un « drone de FSR », la force paramilitaire dénommée « Forces de soutien rapide », belligérant du conflit. N'Djamena ne s'est pas formellement exprimé sur l'origine du tir, mais le président tchadien Mahamat Déby a convoqué dans la nuit un conseil de défense et sécurité, déclaré l'armée en « état d'alerte maximale » et ordonné aux forces tchadiennes de « riposter à compter de cette nuit à toute attaque provenant du Soudan ». Par ailleurs, la frontière est totalement fermée jusqu'à nouvel ordre.

De leur côté, les FSR nient être à l'origine de cette attaque, rejetant la responsabilité sur leurs rivaux de l'armée soudanaise. Dans un communiqué paru le 19 mars, les Nations Unies ont fermement condamné l'attaque. De même, l'organisation a exhorté « la communauté internationale à intensifier ses efforts diplomatiques pour une désescalade immédiate et à renforcer son soutien financier et technique aux opérations de stabilisation et d'assistance humanitaire dans cette région déjà fragile ». Pour rappel, le conflit soudanais a déjà provoqué des incursions répétées au Tchad, notamment fin février, tuant 15 militaires et 8 civils. La frontière Tchad-Soudan, longue de 1 400 km et située dans une région désertique, reste poreuse et difficile à sécuriser. Par ailleurs, la guerre civile a également provoqué d'importants déplacements de population, avec près d'un million de réfugiés soudanais au Tchad selon l'ONU.

La sécurité, défi premier de N'Djaména

En parallèle, face aux multiples défis sécuritaires qui touchent le Tchad, et plus particulièrement la capitale N'Djaména, les autorités renforcent les mesures de prévention pour protéger la population et maintenir l'ordre public. Le 18 mars 2026, la police nationale tchadienne a annoncé l'interdiction de l'usage, de la fabrication et de la vente de jouets imitant des armes à feu ou des explosifs. Cette mesure, souligne le communiqué, vise à prévenir les risques de confusion, de panique et de troubles à l'ordre public, particulièrement à l'approche des grandes fêtes dans les marchés de N'Djaména et des principales villes.

Sur le plan externe, le Tchad matérialise sa volonté – exprimée en 2023 – de fournir des forces militaires et de police dans le cadre d'une mission de sécurité en Haïti. En effet, à partir de juin, 800 policiers et gendarmes tchadiens y seront déployés pour soutenir la police haïtienne dans la lutte contre les gangs armés, après une formation dispensée par des partenaires européens et américains. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une mission internationale de sécurité, annoncée initialement en 2023, visant à stabiliser le pays et rétablir l'ordre public, alors que Haïti traverse une crise sécuritaire et politique persistante depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021. Ainsi, le Tchad semble adopter une stratégie sécuritaire cohérente, qui articule gestion des vulnérabilités internes et projection diplomatique à l'extérieur. Cette démarche révèle les visées d'un État qui, malgré ses propres fragilités, entend peser dans les équilibres régionaux et internationaux.

Bénin : Enjeux de la présidentielle et défis sécuritaires

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

Au Bénin, l'échéance de la présidentielle d'avril est dorénavant toute proche. Entre ralliements, mouvements de soutiens et tractations, c'est le remue-ménage politique. Alors que les deux candidats en lice, le ministre de l'Economie et des Finances Romuald Wadagni et le président du FCBE (Forces Bénin pour un Bénin Émergent) n'avaient toujours pas présenté leur projet de société, c'est désormais chose faite, du moins, pour le candidat de la mouvance présidentielle. Samedi 21 mars, c'est dans un décor inspiré des conférences TED et devant une assistance distinguée, que Romuald Wadagni s'est prêté à l'exercice, durant une heure d'horloge. D'entrée, il a formulé le développement du pays en des termes de « processus long, fait d'étapes ». Dans un ton qui se veut accessible, Romuald Wadagni – une des pièces clés du magistère de Patrice Talon – a reconnu la réalité de méfaits et d'erreurs dans la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG), lancé en 2016. « Ce que nous avons mal fait, ensemble, dans le dialogue, nous allons le rectifier », a-t-il déclaré. Dans le même temps, il s'est engagé à être « le garant des institutions » et à respecter les principes démocratiques. Selon lui, l'un des principaux défis est la stabilisation des acquis des dix dernières années. « Je ferai le job avec intégrité, courage et constance. Je suis persuadé qu'en me faisant confiance, nous irons plus loin ensemble », a-t-il ainsi assuré.

En outre, Romuald Wadagni n'a pas manqué de relever le défi de l'extrême pauvreté. Sa proposition phare à cet égard, est la division du territoire en six pôles de développement, axés sur l'agriculture, l'industrie, l'innovation et le tourisme, avec un suivi régulier à chaque conseil des ministres. Concernant la situation sécuritaire du pays eu égard au contexte régional, au-delà du renforcement des capacités des forces armées, le candidat lance un appel au dialogue : « Nous devons nous parler. Nous n'avons pas le choix. Nous saisissons l'occasion pour aller encore vers nos voisins qui peinent à nous faire confiance. La nature nous a faits voisins, et on ne pourra rien y changer ». Somme toute, R. Wadagni s'inscrit dans une stratégie de légitimation mêlant continuité du bilan et projection programmatique. Une démarche qui vise à consolider son positionnement comme héritier réformateur du système incarné par l'actuel président Patrice Talon tout en tentant d'affermir sa crédibilité auprès d'un électorat en attente de garanties sociales et institutionnelles.

Vent debout contre la menace sécuritaire

Alors que le Bénin a subi ces dernières semaines, plusieurs déconvenues sécuritaires, le pays s'inscrit de plus en plus dans une dynamique de renforcement continu de ses capacités de défense. Depuis le 18 mars, les Forces Armées Béninoises (FAB) déroulent l'exercice grandeur nature « Alligator » dans les villes de Cotonou, Allada, Ouidah, Grand-Popo et Porto-Novo. Destiné à entraîner les soldats en conditions réelles, il vise à renforcer leur capacité à protéger les populations. Devant prendre fin le 30 mars, l'exercice est présenté comme ayant également une dimension pédagogique et citoyenne, permettant aux populations de se familiariser avec la présence militaire en zone urbaine et de tester les procédures opérationnelles des troupes.

Dans la même optique, le 19 mars 2026, les chefs d'état-major des armées de la France, de la Côte d'Ivoire et du Bénin se sont réunis à Cotonou pour réaffirmer et renforcer leur coopération antiterroriste, initiée l'an dernier. L'objectif principal est de lutter contre la menace terroriste dans le nord du Bénin et en Côte d'Ivoire. Le colonel André Fofokou, commandant de l'opération « Mirador » dans le nord du Bénin, a insisté sur la nécessité d'une coopération régionale complète pour une riposte efficace et durable, tout en précisant que seuls des soldats béninois participent à l'opération. Que ce soit les opérations de sécurisation ou la coopération multilatérale, ces initiatives conjuguées témoignent d'une approche à double échelle, cherchant à répondre simultanément aux vulnérabilités internes et aux dynamiques déstabilisatrices transfrontalières. De plus, elles traduisent ainsi la volonté du Bénin de consolider ses forces propres tout en s'inscrivant dans un cadre de solidarité régionale appelé à se renforcer.

Cameroun : Entre recompositions politiques et échéances diplomatiques

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

Depuis le début de l'année, la possibilité d'un nouveau report des élections législatives est l'un des sujets au cœur du débat politique. En février dernier, à l'occasion de la fête de la Jeunesse, le président Paul Biya l'avalisait à demi-mot, invoquant un « léger réajustement » du calendrier électoral « au vu de certaines contraintes impérieuses ». Mais désormais, plus de doute. Le 19 mars 2026, l'Assemblée nationale camerounaise a voté la prolongation du mandat de ses députés jusqu'au 20 décembre 2026, alors qu'il devait initialement prendre fin en mars 2025. Il s'agit de la deuxième extension, la première ayant été adoptée en juillet 2024 pour prolonger d'un an le mandat. Cette deuxième prolongation ne manque pas d'être sujet à débats, d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte socio-politique marqué par des tensions, notamment liées aux manifestations réprimées lors de la réélection de Biya en octobre 2025.

Par ailleurs, le vote de cette loi a été l'occasion d'un changement institutionnel non moins important. En effet, il s'est déroulé sous la présidence du nouveau président du Sénat camerounais Aboubakary Abdoulaye, élu le 17 mars. Il succède à Marcel Niat Njifenji (91 ans) - briscard du système Biya - en poste depuis 2013. Sénateur de la région du Nord et lamido de Rey-Bouba depuis 2006, Abdoulaye assurait déjà la conduite des affaires courantes en raison des absences répétées du président sortant et a piloté plusieurs décisions structurantes, notamment la nomination du secrétaire général de la chambre. Administrateur civil de formation et membre influent du parti au pouvoir (RDPC), il cumule une expérience politique et coutumière qui renforce son poids dans la région du Nord et au sein des instances nationales. Dans la configuration actuelle, ces deux changements institutionnels pourraient, dans le fond, relever d'une logique de consolidation du pouvoir en place par la maîtrise du calendrier politique. De l'autre côté, la timide recomposition à la tête du Sénat soulève par ailleurs en filigrane, la question de la transition et de la pérennité du système Biya qui se pose avec une acuité croissante, dans un contexte socio-politique déjà fragilisé.

Yaoundé s'apprête à accueillir l'OMC

À dix jours de l'ouverture de la 14e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à Yaoundé, prévue du 26 au 29 mars 2026, les autorités camerounaises ont intensifié les préparatifs pour accueillir environ 4 000 délégués issus de 160 pays. Sous l'impulsion du président Paul Biya, le gouvernement a accéléré la mise à niveau des sites d'accueil, en particulier la rénovation de l'hôtel Mont-Fébé, et renforcé la communication pour rassurer sur la capacité du Cameroun à tenir l'événement, malgré des retards ayant suscité des inquiétudes au siège de l'OMC à Genève.

Le 16 mars, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a rencontré le secrétaire général de l'OMC et plusieurs ministres africains pour finaliser les derniers détails. Selon les autorités camerounaises, les préparatifs de l'organisation sont finalisés à environ 75 %. Le gouvernement a par ailleurs, accueilli favorablement le soutien des pays africains pour maintenir la conférence à Yaoundé malgré les contraintes logistiques. Parmi les participants de marque, figurent Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'OMC, le milliardaire nigérian Aliko Dangote, le Français Philippe Varin, et les ministres du Commerce chinois et américain. Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte où le Cameroun cherche à mettre en avant ses atouts diplomatiques et à tourner la page du scrutin présidentiel d'octobre 2025 et des violences qui l'avaient accompagné, tout en se préparant à un autre événement diplomatique majeur : la visite du pape Léon XIV à la mi-avril 2026.

Mali- L'évasion du préfet de Dioïla : un camouflet pour le JNIM ?

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

L'évasion du préfet de Dioïla après un mois de captivité aux mains du JNIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) constitue un événement hautement symbolique pour l'administration malienne. Stratégiquement, cet épisode illustre la pression constante exercée par les groupes affiliés à Al-Qaïda sur les représentants de l'État dans les zones rurales. En ciblant les préfets, le JNIM cherche à décapiter la présence administrative pour instaurer une gouvernance de l'ombre et saper la souveraineté de Bamako. Cependant, l'évasion réussie du préfet brise le narratif d'invulnérabilité des insurgés et redonne un souffle moral aux fonctionnaires opérant en "zones rouges". Elle souligne également des failles logistiques probables chez les ravisseurs, souvent contraints à une mobilité extrême pour échapper à la surveillance aérienne accrue des FAMA. Ce succès individuel, bien que porteur d'espoir, rappelle la vulnérabilité persistante des cadres territoriaux dont la protection reste un défi logistique majeur. Pour l'État, sécuriser chaque échelon de la décentralisation sans immobiliser des unités combattantes entières est une équation complexe qui nécessite une refonte de la sécurité de proximité dans les cercles isolés du centre et du sud du pays.

Offensive militaire dans le cercle de Yélimané

La neutralisation de plusieurs membres de Groupes Armés Terroristes (GAT) dans le cercle de Yélimané, confirme l'extension de l'activité militaire offensive vers l'Ouest malien. Historiquement moins touchée que le Centre ou le Nord, cette région devient un nouveau front où les FAMA multiplient les opérations de ratissage. L'argument stratégique est ici d'intercepter les flux terroristes cherchant à s'établir près de la frontière mauritanienne pour sécuriser des couloirs de contrebande et de recrutement. En frappant ces cellules, l'armée cherche à asphyxier les capacités de régénération des groupes armés avant qu'ils ne puissent sanctuariser de nouvelles zones de repli. La réussite de ces opérations tactiques repose sur une coordination accrue entre les unités de terrain et le renseignement aérien par drones. Toutefois, la pérennisation de ces gains nécessite une présence statique post-offensive pour rassurer les populations locales et éviter le retour des insurgés dès le départ des colonnes militaires. Ce succès à Yélimané démontre une volonté de l'état-major de ne laisser aucun répit aux groupes armés, même dans les zones périphériques jugées stables, afin de verrouiller l'ensemble des frontières occidentales du pays.

Tension diplomatique Mali-Mauritanie : l'incident des évadés

L'évasion de deux militaires maliens affirmant avoir été détenus par des "groupes terroristes" en territoire mauritanien a déclenché une crise diplomatique immédiate entre Bamako et Nouakchott. Cet incident cristallise les tensions accumulées sur la porosité des frontières et le droit de suite militaire. Stratégiquement, cela fragilise la coopération sécuritaire transfrontalière, essentielle pour lutter contre des groupes qui se jouent des limites étatiques. La méfiance mutuelle s'installe : Bamako semble remettre en cause la capacité, voire la volonté de la Mauritanie à sécuriser son territoire contre les infiltrations GAT, tandis que Nouakchott perçoit ces déclarations comme une atteinte à sa souveraineté et à sa crédibilité sécuritaire. La gestion de cette crise est cruciale pour éviter que ce différend frontalier ne profite aux groupes terroristes qui exploitent systématiquement les désaccords entre les États voisins pour se réorganiser dans les "zones grises". Une rupture de dialogue entre ces deux voisins aggraverait l'instabilité dans le Sahel occidental, rendant la surveillance des couloirs de mouvement des insurgés quasiment impossible sans une coordination bilatérale sincère et transparente au plus haut niveau des états-majors.

L'affirmation par le Mali que deux de ses soldats étaient "détenus par des groupes terroristes" sur le sol mauritanien est une déclaration lourde de conséquences géopolitiques. En plaçant la responsabilité de cette détention sur des groupes armés opérant depuis ou vers la Mauritanie, Bamako déplace le curseur de la menace vers son voisin de l'Ouest. Stratégiquement, cette rhétorique sert à justifier la nécessité de patrouilles frontalières plus agressives et potentiellement des droits de poursuite non officiels. L'enjeu est de prouver que l'insécurité est un phénomène global qui ne s'arrête pas aux frontières maliennes, forçant ainsi la Mauritanie à sortir d'une neutralité parfois jugée ambiguë par les autorités de transition.

Cette communication officielle vise également à rassurer l'opinion publique nationale sur le sort de ses militaires, en transformant leur captivité en un acte d'héroïsme face à l'ennemi. Cependant, elle durcit le ton vis-à-vis de Nouakchott, exigeant des garanties de sécurité plus fermes de la part d'un partenaire dont le rôle est jugé pivot dans la stabilité du Sahel occidental et la gestion des flux de réfugiés.

Le récit des deux soldats des FAMA qui échappent à leurs ravisseurs terroristes est utilisé comme un levier de communication puissant pour remobiliser les troupes et l'opinion. Stratégiquement, ces évasions répétées suggèrent une possible désorganisation au sein des cellules terroristes chargées de la garde des captifs, ou une baisse de vigilance due à la pression constante des frappes de drones maliennes. Pour l'état-major, ces soldats deviennent des sources de renseignement inestimables sur les modes opératoires et les localisations des camps de transit ennemis. Ce succès individuel renforce l'image d'un soldat malien résilient et capable de prendre l'initiative même en situation de vulnérabilité extrême. Cela permet également de contrer la propagande jihadiste qui utilise souvent les prisonniers pour des vidéos de mise en scène. En "filant" ainsi, ces militaires redonnent l'avantage symbolique au camp gouvernemental, prouvant que la volonté de combattre reste intacte malgré les risques de capture.

Allégations d'exécutions près de Kayes : le défi des droits de l'homme

L'annonce de l'exécution d'au moins huit personnes par l'armée près de Kayes pose un défi majeur à la légitimité des opérations de sécurisation dans l'ouest du pays. Dans une guerre asymétrique, la distinction entre combattants et civils est le pivot de la victoire politique et morale. Si ces allégations d'exactions se confirment, elles risquent de radicaliser les populations locales et de fournir un argument de recrutement puissant aux groupes insurgés. Stratégiquement, l'armée malienne est confrontée à un dilemme : la pression pour obtenir des résultats tactiques rapides peut mener à des dérives sur le terrain, mais ces dérives sapent la confiance nécessaire à la pacification durable. Ces incidents isolent davantage le Mali sur la scène internationale et compliquent ses relations avec les organisations de défense des droits de l'homme et les partenaires diplomatiques restants. La capacité de l'état-major à mener des enquêtes transparentes et à sanctionner les éventuels abus est cruciale pour maintenir la cohésion nationale et éviter que la lutte contre le terrorisme ne se transforme en un cycle de violences intercommunautaires incontrôlable, ce qui ferait le jeu des ennemis de l'État.

Le retour pragmatique de Washington à Bamako

Le "discret retour" de Washington à Bamako, via la reprise du renseignement, marque un réajustement pragmatique de la diplomatie américaine au Sahel face à la montée de l'influence russe. Constatant l'inefficacité d'une politique d'isolement total, les États-Unis optent pour une approche de "cohabitation compétitive". L'argument stratégique est double : maintenir une capacité d'écoute sur les mouvements d'Al-Qaïda et de l'État Islamique, tout en offrant à Bamako une alternative technique aux services d'Africa Corps. Ce retour suggère que les autorités maliennes, malgré leur rhétorique souverainiste, reconnaissent la supériorité des moyens technologiques américains ISR (Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance) pour la surveillance à longue distance. Pour Washington, il s'agit d'empêcher que le Mali ne devienne une zone de non-droit totale où les intérêts occidentaux seraient directement menacés par une expansion djihadiste incontrôlée. Ce basculement montre que le Sahel reste un échiquier majeur de la compétition entre grandes puissances, où le réalisme sécuritaire finit souvent par l'emporter sur les principes diplomatiques traditionnels. Ce partenariat discret permet au Mali de diversifier ses sources de renseignement tout en conservant son autonomie politique affichée vis-à-vis des blocs traditionnels.

Nigéria : la mutation des conflits communautaires en assauts militaires

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

L'attaque massive menée par plusieurs centaines d'individus contre une équipe de sécurité dans l'État du Plateau marque une rupture dans l'échelle de la violence au centre du Nigeria. Traditionnellement caractérisée par des escarmouches agro-pastorales, la région fait désormais face à des formations paramilitaires capables de saturer les défenses étatiques par le nombre. Stratégiquement, l'ampleur de cet assaut impliquant des centaines d'assaillants coordonnés suggère une structuration de type "banditisme armé" (bandits) ayant muté vers des capacités de combat d'infanterie légère. Le bilan de 20 morts au sein des forces de sécurité souligne une vulnérabilité tactique : les unités de patrouille isolées peinent à répondre à une telle masse de manœuvre. Pour Abuja, le défi est de prévenir la jonction idéologique entre ces groupes criminels du centre et les factions djihadistes du Nord-Est. Cette attaque démontre que l'État du Plateau n'est plus seulement une zone de tensions communautaires, mais un véritable front de guerre asymétrique où le contrôle territorial échappe progressivement aux autorités locales. La réponse ne pourra être uniquement sécuritaire ; elle nécessite un démantèlement des circuits d'armement lourd qui irriguent désormais ces milices rurales, transformant des conflits de voisinage en défis de sécurité nationale.

L'échec de l'assaut sur Maiduguri : un test de résilience pour les forces armées

L'échec de l'attaque djihadiste directe contre Maiduguri, la première tentative de cette envergure depuis des années, est un indicateur stratégique majeur. Pour les groupes insurgés (Boko Haram ou ISWAP), Maiduguri reste le trophée ultime, symbole de l'autorité étatique dans le Nord-Est. L'incapacité des terroristes à pénétrer le périmètre défensif de la ville démontre que les forces armées nigérianes ont consolidé leurs lignes de front urbaines. Tactiquement, l'échec de cet assaut suggère une amélioration du renseignement préventif et une réactivité accrue des unités de réaction rapide. Cependant, cette tentative avortée est aussi un signal d'alarme : elle prouve que malgré les discours officiels sur l'affaiblissement de l'insurrection, les groupes terroristes conservent une capacité de projection audacieuse vers les centres névralgiques. L'argument central ici est le passage de l'ennemi à une stratégie de test de défense. N'ayant pu forcer les verrous militaires, l'insurrection risque de basculer à nouveau vers des tactiques de terreur pure dans les zones grises entourant la capitale provinciale. Ce revers militaire pour les terroristes pourrait paradoxalement précéder une phase de radicalisation des modes opératoires, visant à punir les populations civiles perçues comme collaboratrices de l'armée.

Attentats-suicides au centre-ville : la terreur comme substitut à la victoire militaire

Le carnage provoqué par des attentats-suicides en plein centre de Maiduguri, faisant au moins 23 morts, marque le retour sanglant de la "guerre urbaine asymétrique". Suite à l'échec de l'assaut frontal contre les positions militaires la veille, les insurgés ont immédiatement pivoté vers le terrorisme pur, ciblant les populations civiles dans des lieux de haute concentration. Stratégiquement, l'utilisation de kamikazes en zone urbaine dense vise à briser le sentiment de sécurité retrouvé par les habitants de la capitale de l'État de Borno. Pour le gouvernement fédéral, cet événement est un revers politique majeur qui contredit le narratif de pacification. L'argument stratégique réside dans la porosité des contrôles à l'entrée des centres urbains : malgré les check-points, les vecteurs de la mort parviennent à s'infiltrer au cœur du dispositif.

Ce type d'attaque a pour objectif de saturer les services de santé et de provoquer un choc psychologique capable de déstabiliser l'administration locale. La répétition de ces attentats-suicides pourrait forcer l'armée à un repli défensif sur les zones urbaines, laissant les campagnes sans protection. À long terme, la résilience de Maiduguri dépendra non seulement de sa ceinture militaire, mais surtout de sa capacité à démanteler les cellules dormantes urbaines qui facilitent l'accueil et le guidage des kamikazes.

Le réalignement pragmatique des États-Unis au Niger

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

La volonté des États-Unis de renouer avec le Niger, malgré le maintien au pouvoir des autorités de transition, marque un tournant majeur dans la stratégie américaine au Sahel. Ce rapprochement illustre un passage de la "diplomatie des valeurs", axée sur le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel, à une "diplomatie de réalisme sécuritaire". L'argument stratégique de Washington est double : d'une part, empêcher un basculement total du Niger dans la sphère d'influence russe, et d'autre part, préserver des capacités de surveillance antiterroriste essentielles. Le Niger, par sa position géographique centrale, reste le pivot indispensable pour surveiller les mouvements de l'État Islamique et d'Al-Qaïda. Pour les États-Unis, l'enjeu est d'éviter le scénario malien où la rupture a laissé un vide comblé par Africa Corps. Ce "réengagement" suggère que Washington est prêt à accepter une transition plus longue en échange d'une coopération technique et militaire maintenue, notamment sur la base aérienne 201 d'Agadez. Cette approche pourrait créer des frictions avec certains alliés européens, mais elle offre au Niger une marge de manœuvre diplomatique inédite, lui permettant de diversifier ses partenaires de sécurité tout en affirmant sa souveraineté face aux anciennes puissances coloniales.

La rupture consommée et le recadrage de l'Union Européenne

Le recadrage ferme de l'Union Européenne par le ministre nigérien des Affaires étrangères symbolise la fin d'une ère de subordination diplomatique perçue par Niamey. En s'opposant frontalement aux injonctions de Bruxelles, notamment sur la question de la légitimité du pouvoir et de la gestion de la crise migratoire, le Niger affirme sa volonté de dicter ses propres termes de coopération. L'argument stratégique de Niamey repose sur la "souveraineté décomplexée" : le gouvernement de transition refuse que l'aide au développement serve de levier de pression politique. Ce bras de fer met l'UE dans une position délicate, car la rupture du dialogue prive l'Europe de ses principaux leviers d'action sur les flux migratoires transsahariens. Pour le Niger, ce recadrage est un outil de politique intérieure puissant, soudant la population derrière un narratif de résistance anti-impérialiste. Cela pousse également le pays à consolider ses alliances au sein de la Confédération AES, transformant l'isolement vis-à-vis de l'Europe en une opportunité de renforcement des solidarités régionales. Cette crise souligne que l'UE se heurte désormais à une nouvelle architecture géopolitique sahélienne où les puissances émergentes et les intérêts sécuritaires priment sur les cadres institutionnels classiques.

La lutte contre le trafic de psychotropes à Maradi : un enjeu de sécurité nationale

La saisie de psychotropes effectuée par les Douanes nigériennes à Maradi met en lumière la dangerosité des réseaux de contrebande dans cette zone frontalière stratégique. Maradi, par sa proximité avec le Nigeria, constitue un carrefour logistique majeur pour les flux illicites irriguant le Sahel. L'argument stratégique de cette opération dépasse la lutte contre la toxicomanie ; il touche à la sécurité de l'État. Le trafic de stupéfiants est intrinsèquement lié au financement des Groupes Armés Terroristes (GAT), ces substances servant de monnaie d'échange pour l'achat d'armes ou étant consommées par les combattants pour inhiber la peur lors des assauts.

La réussite de cette saisie démontre une efficacité accrue du renseignement opérationnel nigérien. En ciblant les vecteurs de transport, les Douanes désorganisent l'économie souterraine qui fragilise la stabilité sociale. Cette opération s'inscrit dans la doctrine de "verrouillage des flux" adoptée par le CNSP pour couper les revenus des réseaux criminels. Sécuriser Maradi est crucial pour empêcher que la région ne devienne un sanctuaire de transit. Cette victoire tactique souligne l'importance d'une coordination entre forces de défense et de sécurité pour contrer une menace hybride utilisant les circuits commerciaux légaux pour camoufler des activités déstabilisatrices pour toute la sous-région.

Sénégal- Ousmane Sonko et l'échéance du 6 juin 2026 : le tournant institutionnel

Timbuktu Institute - Semaine 3 - Mars 2026

L'échéance du 6 juin 2026 représente un jalon crucial pour la trajectoire politique d'Ousmane Sonko et la stabilisation du régime de la rupture. Cette date marque, par ailleurs, la fin de la période constitutionnelle d'insaisissabilité de l'Assemblée nationale, ouvrant constitutionnellement la voie à sa dissolution par le Chef de l'État. Stratégiquement, cette étape est perçue comme le véritable "second tour" de l'élection présidentielle de 2024. Pour le Premier ministre et son camp, il s'agit de transformer l'adhésion populaire en une majorité parlementaire solide, indispensable pour faire passer les réformes structurelles du "PROJET". Ce basculement attendu doit permettre de réaligner le pouvoir législatif sur l'exécutif, facilitant ainsi la mise en œuvre des politiques de souveraineté économique et de réforme judiciaire. Pour Ousmane Sonko, le 6 juin n'est pas seulement une date calendrier, c'est le point de départ d'une nouvelle ère de gouvernance où l'exécutif aura les coudées franches pour redéfinir le contrat social sénégalais sans obstruction parlementaire majeure.

Réforme de la dissolution : Pastef et l'équilibre des pouvoirs

La volonté du Pastef de limiter les prérogatives du Chef de l'État concernant la dissolution de l'Assemblée nationale marque une rupture idéologique avec l'hyperprésidentialisme sénégalais. Bien que le régime actuel puisse bénéficier du droit de dissolution après le 6 juin 2026, l'argument stratégique de long terme est de sanctuariser le mandat parlementaire pour garantir une meilleure séparation des pouvoirs. En proposant d'encadrer cette compétence, le Pastef cherche à éviter que l'Assemblée ne soit une simple variable d'ajustement aux mains de l'exécutif. Cette réforme vise à renforcer la stabilité institutionnelle et à protéger le pouvoir législatif contre les "coups de tête" politiques.

Pour le parti au pouvoir, l'enjeu est de prouver que la rupture promise n'est pas seulement un slogan, mais une refonte profonde de la Constitution pour empêcher toute dérive autoritaire à l'avenir. Cela s'inscrit dans une vision de "gouvernance vertueuse" où l'équilibre entre le Palais et l'Hémicycle devient la garantie d'une démocratie mature et résiliente.

Drame en Casamance : le prix de la lutte contre l'économie criminelle

La mort de trois soldats sénégalais dans une explosion lors d'une opération antidrogue au Nord Sindian souligne la dangerosité persistante des zones frontalières de la Casamance. Stratégiquement, cet incident révèle l'imbrication étroite entre les groupes armés résiduels et l'économie criminelle liée à la culture du chanvre indien. L'argument stratégique pour l'État est le maintien d'une pression sécuritaire totale pour couper les sources de financement de la rébellion et protéger la santé publique.

Cet accrochage mortel rappelle que la "paix" dans le Sud ne peut être complète sans un démantèlement définitif des réseaux de narcotrafic qui prospèrent dans les zones enclavées. Pour l'armée, c'est un rappel brutal de la nécessité de disposer de moyens de détection et de protection blindée plus performants. Ce sacrifice des soldats met en lumière le coût humain de la souveraineté territoriale dans des régions où le relief et la végétation offrent un avantage tactique aux réseaux criminels. La réponse de l'État devra combiner une répression accrue des réseaux de drogue et un désenclavement économique accéléré des populations rurales pour rompre le cycle de dépendance vis-à-vis des cultures illicites.

Bacary Cissé contre la FSF : une crise de gouvernance sportive

Les déclarations fracassantes de Bacary Cissé à l'encontre de la Fédération Sénégalaise de Football (FSF) et la plainte qui en découle révèlent une crise profonde au sein des instances dirigeantes du sport national. En dénonçant des rumeurs et des dysfonctionnements internes, le journaliste et proche de Sadio Mané brise l'omerta sur la gestion de l'équipe nationale. L'argument stratégique ici est celui de la transparence et de la reddition des comptes dans un secteur qui brasse des milliards et passionne des millions de Sénégalais. Cette confrontation judiciaire illustre les tensions entre une instance fédérale cherchant à protéger son image et des voix critiques réclamant une réforme du modèle de gestion. Pour la FSF, la plainte vise à freiner ce qu'elle considère comme une campagne de déstabilisation à l'approche de compétitions majeures. À l'inverse, pour les détracteurs, c'est l'occasion de mettre en lumière les failles logistiques et administratives qui pourraient nuire à la performance des Lions de la téaranga. Ce dossier dépasse le cadre sportif pour devenir un débat sur la liberté d'informer et la gouvernance des associations délégataires de service public au Sénégal, dans un contexte où le nouveau régime prône la fin de l'impunité dans tous les secteurs.